

L'explosion des prix de l'électricité a agi comme un révélateur : l'opérateur historique, sollicité pour amortir la facture des Français, n'a plus les moyens d'investir, notamment dans le nucléaire. Un fonctionnement à réformer.

Est-ce le calme avant la tempête ? Vendredi 18 février, EDF présentera ses résultats annuels. Et, surprise, malgré les avanies subies ces dernières semaines, ils devraient être corrects. "L'Ebitda devrait être en croissance de 12%, à 17,8 milliards d'euros, et le résultat net récurrent va plus que doubler, à 4,5 milliards", indique Louis Bou-jard, analyste senior chez Oddo. Ces performances, conséquence de la forte reprise de début 2021, ne trompent cependant personne. EDF qui traîne une dette de 42 milliards d'euros, et même de 70 milliards avec les engagements hors bilan, vit un des moments les plus critiques de son histoire.

La production nucléaire 2022 sera la plus faible depuis plus de trente ans. Mercredi 26 janvier, 42,7% des salariés étaient en grève. "En fin de journée, on était même à 51%, un taux historique", précise Fabrice Coudour, secrétaire fédéral de la FNME-CGT. Cette mobilisation est la conséquence d'une décision gouvernementale inédite. Désireux de limiter la hausse des prix de l'électricité en février à "seulement" 4%, l'Etat a imposé à EDF, dont il détient 84% du capital, de vendre davantage d'électricité à bas prix à ses concurrents. Conséquence pour l'ex-monopole, un manque à gagner de 8 milliards d'euros.

### **Prix absurdes**

Au-delà du chiffre, vertigineux, c'est le caractère absurde de la mesure qui interpelle. EDF ne possède pas les électrons qu'il est supposé fournir à ses concurrents. Le groupe va donc devoir les acheter au prix fort sur le marché de gros - environ 250 euros le mégawattheure - pour les rétrocéder à... 46,20 euros.

"Une spoliation", "un pillage", "l'Etat porte atteinte à l'intérêt social d'EDF", s'insurge l'intersyndicale CGT, CFE-CGC, CFDT et FO. "Un véritable choc", s'est même ému le très policé PDG Jean-Bernard Lévy devant ses top managers. A deux mois de l'élection présidentielle, le dossier EDF devient chaud bouillant.

Tout commence à l'automne avec l'explosion des prix du gaz, conséquence de la reprise économique et du faible niveau des stocks. Ce choc qui, selon Bruno Le Maire, "est comparable au choc pétrolier de 1973" s'est répercuté sur l'électricité, dont le prix est formé à partir du coût marginal de la dernière centrale appelée, bien souvent une centrale au gaz. Chez les petits fournisseurs qui ne se sont pas assez couverts, c'est la panique. Certains augmentent sans vergogne leurs prix en s'alignant sur les tarifs spot. D'autres jettent l'éponge ou font faillite. Leurs clients basculent alors chez EDF, désigné "fournisseur de secours transitoire" par le ministère de la Transition écologique.

L'électricien rit jaune. Car dans le même temps, il subit une autre galère bien plus sérieuse. Suite à des problèmes de corrosion, les centrales de Civaux (Vienne) et de Chooz (Ardennes), les plus puissantes, sont mises à l'arrêt. Le manque d'électrons provoque aussitôt une onde de choc. A la mi-décembre, les prix spot de l'électricité culminent à 550 euros du MWh en France, 200 euros de plus qu'en Allemagne. Pour éviter que la flambée ne rejaillisse chez les 70% de consommateurs soumis au tarif réglementé, le gouvernement prend des mesures d'accompagnement (extension du chèque énergie, bouclier inflation, plafonnement de la hausse) pour un total de 15,5 milliards d'euros. "Si nous ne l'avions pas fait, les factures auraient augmenté de 35% (au lieu de 4%) et le surcoût pour les consommateurs aurait été de 350 euros, indique-t-on à Bercy. Des montants bien plus importants que les 60-70 euros de taxes supplémentaires sur les carburants qui furent à l'origine de la crise des "gilets jaunes".



## Concurrence faussée

Reste qu'à EDF, les 8 milliards d'euros destinés à renforcer ses concurrents passent mal. Et ce n'est pas la commande de nouveaux EPR, annoncée ce jeudi 10 février à Belfort par Emmanuel Macron, qui va lui apporter du baume au cœur. Ces EPR ne verront pas le jour avant 2035, voire 2040. Structurellement exportateur d'électricité, le groupe avait au départ profité de l'ouverture du marché il y a quinze ans. Mais ces dernières années, dégradé à cinq reprises par les agences de notation, il apparaît comme le dindon de la farce. "Avant l'ouverture à la concurrence, EDF fixait avec l'Etat et la Commission de régulation de l'énergie (CRE) les prix de l'électricité en fonction de deux critères : il fallait que les consommateurs puissent bénéficier des prix bas du parc nucléaire existant et qu'EDF ait les moyens de construire de nouvelles centrales, rappelle l'ancien président d'EDF Pierre Gadonneix. Aujourd'hui, tout a changé. La CRE impose ses règles en fonction du prix de revient d'EDF mais aussi des prix de marché."

Depuis 2011, un mécanisme appelé Arenh (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique) oblige EDF à vendre aux opérateurs alternatifs à un prix bradé (42 euros le Mwh) 100 térawattheures, soit un tiers de son volume d'électricité. Ces mêmes opérateurs devaient en contrepartie investir dans la production d'électricité. Mais ils ne l'ont pas fait, ce qui a faussé la concurrence. Bilan des courses, EDF se retrouve dans un corner, marginalisé, sans moyens d'action. "Le groupe est incapable de financer en même temps le grand carénage (programme de 50 milliards d'euros pour prolonger les centrales nucléaires existantes), les nouveaux EPR (46 milliards) et les investissements dans les réseaux (100 milliards)", indique Elie Cohen, directeur de recherche au CNRS. Depuis le début de l'année, le titre a chuté de 20% en Bourse. Tournant autour de 8 euros, il a été divisé par quatre depuis son introduction en 2005.

Y aurait-il quelque chose de pourri au royaume des électrons ? "Le marché européen de l'électricité est devenu obsolète, a récemment reconnu Bercy. Il faut qu'à l'avenir le consommateur paie son électricité à un prix qui reflète le coût de production de son mix national." Ce mouvement vers une filière intégrée avait commencé en 2017, avec la reprise de 75% de Framatome par EDF. Il se poursuit aujourd'hui par le rachat des turbines de General Electric par ce même EDF (lire encadré ci-contre).

### **Sortir du statu quo**

Des personnalités comme Yannick Jadot, candidat Vert à l'élection présidentielle, plaident maintenant pour la renationalisation. Une autre solution consisterait à agir sur le nucléaire en modifiant son cadre réglementaire. "Il faut que le nucléaire existant ait une visibilité suffisante sur ses cash-flow pour financer le programme de maintenance sans avoir recours à des financements extérieurs, note Louis Boujard, du cabinet Oddo. Cela nécessiterait de refondre l'Arenh en lui conférant un prix plus élevé qui pourrait varier en fonction de la disponibilité du parc."

Pour le nouveau nucléaire, deux options sont sur la table. La première, dénommée "contrat pour différence", permettrait à EDF de négocier un tarif garanti couvrant ses coûts. "Lorsque les prix du marché sont inférieurs au tarif, l'Etat lui verse la différence, explique Jacques Percebois, directeur du Centre de recherche en économie et droit de l'énergie. S'ils sont supérieurs, EDF rétrocède le trop-perçu." L'autre solution repose sur le modèle de la "base d'actif régulé" en vigueur chez les opérateurs de réseaux et de transport : RTE et Enedis perçoivent une rémunération validée par la CRE qui couvre leurs investissements, la rentabilité du capital et les frais de fonctionnement. Un tel dispositif permettrait à EDF d'être rétribué au fil de l'eau dès la construction des EPR. Quelle que soit l'option retenue, une chose est sûre, le statu quo n'est plus possible.